18 septembre 2026 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Conférence de presse du Président de la République à l’issue de la réunion des chefs de partis politiques en format Saint-Denis.

Emmanuel MACRON
Monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, merci beaucoup d'être là. Je souhaitais vous rendre compte et répondre à vos questions à l'issue de cette réunion que nous avons souhaitée faire avec Monsieur le Premier ministre, en invitant l'ensemble des forces politiques représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat et leurs candidats, pour évoquer la situation aujourd'hui que vit notre pays et les conséquences très directes sur la vie de nos compatriotes de la situation internationale.

A ce titre, le directeur général de la Sécurité extérieure, la directrice générale de la Sécurité intérieure, le directeur du Renseignement militaire et le secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale, ainsi que le directeur général de l'Énergie ont pu faire un point détaillé sur les deux grandes crises qui bousculent notre pays et l'ensemble des nations du monde.

La première crise, les conséquences premières sont celles de la guerre d'agression russe en Ukraine. Nous connaissons cette situation dans sa phase la plus intense depuis février 2022, mais ces dernières semaines, la menace en particulier, la menace hybride russe à l'égard des Européens et de la France s'est intensifiée. En Ukraine, vous le savez, la guerre est, chaque mois, très meurtrière, avec des pertes de part et d'autre qui sont considérables et avec aucun équivalent contemporain. Vous connaissez évidemment, je n'y reviens pas, la position de la France et des Européens en soutien à l'Ukraine, sanctionnant la Russie. Mais depuis cet été, la Russie a multiplié les attaques contre les intérêts européens. J'ai pu ici, à plusieurs reprises, rappelez-vous l'alerte sonnée en février 2024 en appelant les Européens à gagner en ambiguïté stratégique, annonçant ce que nous allions faire un an plus tard avec la coalition des volontaires. Je veux ici dire que la nature de l'agressivité russe et de ces menaces en Europe change. L'attaque de drones sur un train de passagers depuis Kiev, il y a quelques jours, la tentative d'attaque à l'aéroport de Leipzig, qui a échoué, mais c'est parce qu'elle a échoué qu'il y a eu si peu de conséquences, attribuée par les services allemands aux GRU, le tir de fusée éclairante à proximité d'une frégate danoise, des incursions dans l'espace aérien dans plusieurs pays européens et la multiplication d'actes hostiles dans la plupart de nos pays.

Le DRM et le SGDSN ainsi que la DGSI ont pu faire l'état des attaques hybrides dont notre pays a fait l'objet ces dernières semaines face à ces situations. Notre position est claire, le soutien à l'Ukraine est plus que jamais indispensable parce qu'il est la condition de notre sécurité et d'un retour à une paix juste et durable. C'est la position qui demeure, c'est celle aussi qui nous conduit avec le Royaume-Uni à piloter cette coalition des volontaires, et d'ailleurs à avoir dans quelques semaines des exercices qui seront menés sur le sol européen pour consolider celle-ci. C'est aussi ce qui a justifié la réunion du 13 juillet dernier, la coalition nouvelle et les composantes nouvelles que la France livre, comme d'autres pays, aux Ukrainiens.

Sur la menace intérieure, nous avons tenu un Conseil de Défense et de Sécurité nationale mercredi dernier, à l'issue duquel le Premier ministre a pu donner un ensemble d'instructions à ses ministres et ses services. À notre demande, le ministre de l'Intérieur a réuni hier l'ensemble des préfets de zone pour monter la posture et la vigilance à l'égard des attaques hybrides russes, et a demandé au gouvernement de préparer un plan de protection de nos infrastructures critiques, ainsi que des sites les plus sensibles de notre base industrielle et technologique de défense, contre les attaques de drones et les attaques cyber. Au-delà de ce rehaussement légitime de notre posture, sur lequel nous avons informé les forces politiques et donné les détails, nous poursuivons aussi le travail enclenché depuis plusieurs mois afin d'améliorer notre protection contre les ingérences étrangères et les attaques cyber. La France a été l'un des premiers pays d'Europe à s'organiser en la matière, créant VIGINUM il y a maintenant cinq ans, développant ses pratiques, venant en aide à la Roumanie ou la Moldavie, pour ne citer que quelques exemples lorsqu'elles furent attaquées. Nous avons bâti de nouveaux textes sur les ingérences étrangères comme le cyber, qui continueront aussi vite que nous le pouvons leur chemin législatif pour pouvoir être pleinement applicables dans les semaines qui viennent. Au-delà de ça, plusieurs mesures réglementaires ont été prises et continueront d'être prises en la matière. Il y a eu un long débat et beaucoup de questions et réponses sur la question des ingérences lors de l'échange avec les forces politiques.

La deuxième crise que nous vivons, ce sont les conséquences de la guerre au Proche et Moyen-Orient et, en particulier, les conséquences sur le prix de l'énergie et sur la vie de nos compatriotes. Nul n'ignore ici ce que vivent tant et tant de nos compatriotes, de familles, depuis ces dernières semaines, où le prix des carburants a fortement augmenté. Les prix à la pompe atteignent des niveaux historiques qui font aujourd'hui beaucoup souffrir, qui accroissent les problèmes de pouvoir d'achat, l'inquiétude monte sur les prix du gaz et la situation énergétique. Cette situation est due intégralement aux guerres et à la situation internationale. C'est aussi l'objectif de cette réunion. Et elle est en particulier due, puisque la guerre en Ukraine dure depuis quatre ans, à la fermeture du détroit d'Ormuz et aux conséquences des attaques qui ont été lancées par les États-Unis d'Amérique et Israël en Iran. Vous le savez, cette guerre, la France ne l'a pas choisie. Elle n'y a d'ailleurs pas participé. Mais, comme beaucoup d'autres pays, nous vivons les conséquences de ce qu'elle a déclenché. Le détroit d'Ormuz reste quasiment bloqué. En tout cas, il n'y a pas d'accord qui permettent de réouvrir les choses et, aujourd'hui, le transit s'est dégradé par rapport à ce qui était la situation il y a quelques semaines. Des voies de contournement avaient pu être trouvées, comme le pipeline en Arabie saoudite débouchant sur Yanbou, en mer Rouge, qui avait permis de transférer plusieurs millions de barils par jour, l'équivalent. Aujourd'hui, après les attaques des houthis sur Yanbou, ces volumes ont aussi fortement diminué.

Cette situation, à laquelle s'ajoute la destruction des infrastructures énergétiques en Russie et en Ukraine, conséquence de la guerre d'agression russe, a conduit à une explosion des prix de l'énergie partout dans le monde. Le brut, le diesel, l'ensemble des produits raffinés et transformés, donc diesel ou jet fuel, mais aussi une tension sur le gaz pour aujourd'hui et pour demain. Cette situation est évidemment celle que nous connaissons et que connaissent nos compatriotes, mais celle aussi qui va continuer dans les prochaines semaines de rythmer la vie du pays. Donc, nous avons pu partager notre analyse, mais aussi les actions que nous menons. Aujourd'hui, la France fait tout pour faciliter la réouverture pacifique du détroit d'Ormuz. C'est l'action que, dès le mois d'avril dernier, nous avons conduite ici même, en réunissant pour la première fois cette mission internationale défensive avec l'Organisation internationale maritime, pour permettre, dès qu'un accord serait trouvé, d'escorter les tankers et les porte-conteneurs, qui permettraient de réouvrir de manière pacifique Ormuz. Ceci dépend de la capacité à finaliser un accord qui nous paraît peu probable entre l'Iran et les États-Unis d'Amérique à court terme. Néanmoins, des discussions que nous accompagnons existent entre Oman et l'Iran, et il existe là aussi des chemins diplomatiques qui permettraient la réouverture de ce détroit, et nous sommes donc disposés à accompagner celle-ci et à sécuriser le trafic.

Deuxième action que nous sommes en train de mener, c'est de sécuriser nos volumes et nos approvisionnements sur les catégories les plus sensibles, où il y a pu y avoir des tensions dès cet été, je pense au jet fuel qui a touché beaucoup de pays dépendants, et le gaz qui peut toucher les Européens cet hiver, même si la France, elle, est au bon niveau de stockage attendu et obtiendra pour cet hiver le remplissage des cuves comme nous devons le faire selon les critères européens, c'est-à-dire nous serons à 80 %, mais l'Europe en tant que telle reste dépendante du gaz plus que la France elle-même, et donc nous devons agir pour qu'il n'y ait pas de tensions sur ce marché. Et donc diesel, jet fuel et gaz sont notre priorité.

À ce titre, ça a été le cœur de l'action diplomatique que j'ai pu conduire ces dernières semaines, en recevant ici le Premier ministre d'Arabie saoudite, le Prince héritier, Mohamed Ben Salmane, qui est évidemment un grand fournisseur, en travaillant ensemble sur les solutions pour sécuriser extraction, production et sortie des hydrocarbures fossiles et notre approvisionnement. C'est aussi à ce titre que j'ai reçu il y a quelques jours le Premier ministre irakien, avec lequel nous avons signé des accords pour sécuriser nos volumes et nos approvisionnements pour aujourd'hui et pour les années à venir, et avec lesquels aussi nous avons travaillé sur plusieurs projets de pétrole et de gaz. C'est ce qui a été au cœur de mes échanges avec l'émir du Qatar ou avec le président des Émirats arabes unis, deux grands fournisseurs. C'est aussi ce dont j'ai pu parler hier avec le président du Nigeria, qui est également un de nos grands fournisseurs sur les hydrocarbures. Toutes ces initiatives ayant vocation à sécuriser à court terme nos approvisionnements dans les catégories les plus critiques que j'évoquais.

À côté de cela, nous avons accéléré les travaux lancés par la France avec quelques autres depuis plusieurs mois, même plusieurs années, pour multiplier les corridors énergétiques et réduire nos dépendances. C'est ce que nous avions lancé avec l'Inde dès son G20 et ce que nous avons accéléré ces derniers mois, en particulier dans le cadre du G7 que la France a organisé, en invitant les pays qui étaient concernés. Donc nous avons des travaux qui sont en cours pour organiser des pipelines depuis l'Irak jusqu'à la Méditerranée orientale, afin de sécuriser la sortie de ce gaz. Nos acteurs énergétiques font partie de ces coalitions et nous avons pu y revenir avec le Premier ministre irakien lundi, et hier avec le roi de Jordanie et avec le président Aoun, la Jordanie et le Liban faisant partie, aux côtés de la Syrie, des pays critiques pour sécuriser cette sortie du gaz irakien. C'est aussi ce qui nous conduit à travailler avec l'Arabie saoudite et l'Égypte pour permettre l'acheminement d'autres capacités de gaz ou de produits raffinés depuis les pays du Golfe vers la Méditerranée orientale. L'ensemble de ces projets, nous continuerons évidemment de les accélérer, mais ça a été aussi au cœur de notre action diplomatique des derniers jours et des dernières semaines. Dès dimanche, je rencontrerai aussi le Premier ministre du Canada, Marc Carney à Saint-Pierre-et-Miquelon, pour renforcer nos échanges commerciaux en matière de produits pétroliers et de gaz naturels liquéfiés. Vous le voyez donc, au-delà de tout faire pour rouvrir Hormuz et participer aux efforts diplomatiques, le deuxième axe d'effort international, c'est sécuriser nos approvisionnements pour préparer les semaines et les mois qui viennent, faire le maximum pour essayer de faire baisser les prix et travailler à des voies alternatives pour réduire notre dépendance à Ormuz.

Au-delà de ces travaux, la France, présidant le G7, aura à prendre plusieurs initiatives et je convoquerai un G7 pour avancer sur une meilleure coordination sur les niveaux de stock, avec une plus grande coopération aussi sur les exportations et les capacités de production. Nous aurons dans les prochaines semaines un G7 qui sera consacré à ces sujets énergétiques, à la fois pour accroître la coopération et éviter des tensions inutiles entre les pays du G7 et nos principaux partenaires, pour aussi considérer les options de libération potentielle de stocks stratégiques ou de déblocage, comme nous l'avions fait d'ailleurs il y a quelques mois avec nos partenaires, en lien étroit avec l'Agence internationale de l'énergie.

À période exceptionnelle, mesures exceptionnelles, nous voulons aussi agir au niveau européen. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, je vais saisir la présidente de la Commission européenne, d'abord pour accélérer les travaux sur les stockages de gaz au niveau européen, ensuite pour pouvoir accélérer toutes les flexibilités possibles pour baisser nos prix et la structure de nos prix de l'énergie, et tout faire pour évidemment maintenir nos capacités et d'importation et de raffinerie. À cet égard, j'adresserai donc dans cette saisine plusieurs axes d'efforts pour libérer nos capacités de production, travailler sur toutes les flexibilités possibles, faciliter le recours au biocarburant lorsque c'est techniquement possible, une série de mesures très concrètes et activables rapidement qui doivent nous permettre de raffiner plus vite et davantage, en européen de consolider davantage de volume et d'activer des flexibilités qui nous permettront de réduire à très court terme nos dépendances aux hydrocarbures devenues plus chères et faire baisser les prix pour l'ensemble de nos compatriotes. Cette action européenne est urgente et, dans les prochaines semaines, elle sera au cœur de notre travail avec nos partenaires européens.

Enfin, au niveau national, nous voulons, avec Monsieur le Premier ministre, évidemment nous assurer de l'ensemble de nos capacités à la fois d'apport, d'import et de production. Le Premier ministre, dans les prochaines heures et en particulier lundi, à travers une série de réunions et un séminaire gouvernemental, aura à coordonner les actions nationales au-delà de ce qui a déjà été fait sur plusieurs domaines. Sécuriser tous nos approvisionnements sur la base des efforts diplomatiques que nous venons de construire, donner de la visibilité sur les semaines et les mois qui viennent à toutes les mesures justement de gestion de nos stocks et de fluidité pour éviter les ruptures de charges, qu'il s'agisse à la fois du pétrole, des produits raffinés ou du gaz, et donc sécuriser nos chaînes logistiques et nos approvisionnements.

Le deuxième axe d'effort, ce sera aussi d'accélérer et d'optimiser tous les efforts en matière d'électrification et de réduction de nos dépendances à ces hydrocarbures. Le troisième axe d'effort, ce sera de consolider nos mesures d'accompagnement de nos compatriotes et des grandes filières économiques. Comme vous le savez, il y a déjà eu des plans de filières qui ont été pris pour nos pêcheurs, nos agriculteurs et plusieurs autres. Ceux-ci seront évalués, si nécessaire, adaptés. Ils pourront aussi être, dans cette évaluation, modulés sur leurs composantes et la rapidité des aides données. Le Premier ministre évaluera avec ses ministres cela, ainsi que les mesures d'accompagnement de nos compatriotes. Là aussi, vous avez plusieurs mécanismes qui existent, mais ces travaux permettront d'en tirer des conclusions provisoires et de pouvoir les adapter et d'en tirer les conséquences pour la vie de nos compatriotes, pour les accompagner dans cette période.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais vous dire pour rendre compte de cette réunion. Elle était importante parce que la situation que nous traversons est grave. Elle est grave du fait de la situation internationale et des conséquences des guerres que nous subissons. Et dans un tel contexte, nous devons d'abord rester unis, mobilisés. Nous devons essayer de traiter les problèmes à leur racine, c'est-à-dire tout faire pour que les causes premières soient résolues et donc essayer de bâtir la paix, réduire nos dépendances et nous protéger et protéger nos compatriotes pour l'hiver. C'est exactement ce que nous faisons. Et puis, nous avons les mesures d'accompagnement parce que la situation est dure pour beaucoup de familles françaises et pour aussi beaucoup de professions. Et donc, le gouvernement et moi-même, avons à cœur d'accompagner nos compatriotes dans cette période que je sais si dure. Je veux leur dire ici que nous sommes à leurs côtés et que nous nous mobiliserons. Je l'ai dit, le Premier ministre, dans les heures et jours à venir aura à mener ses travaux.

Pour ma part, dès dimanche, je verrai le Premier ministre du Canada, je verrai plusieurs autres dirigeants à New York lundi et mardi et j'aurai l'occasion de revenir à l'issue de ces déplacements devant les Françaises et les Français, à la fois pour leur rendre compte de nos actions et revenir aussi sur les prochains mois. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste
Vous avez parlé de prix historiques qui font souffrir les Français pour vous citer. Le prix du gazole vient de battre aujourd'hui 2,39 euros le litre en moyenne. Est-ce que très concrètement, les Français doivent se préparer à un prix qui pourrait aller d'ici la fin de l'année vers 2,50 euros, vers 3 euros ? Dans cette perspective, est-ce que les mesures portées par le Premier ministre ici présent sont suffisantes et vers où aller ? Vous avez dit que lundi, il y aurait des réunions, quelles pistes ont votre assentiment ? Et puis enfin, vous avez reçu des personnalités politiques ce matin nombreuses. Certaines vous demandent un blocage des prix, d'autres une baisse de la taxation sur les carburants. Est-ce que ce sont des pistes sérieuses, crédibles qui méritent d'être expérimentées ?

Emmanuel MACRON
Merci. Merci beaucoup. D'abord, tout mérite d'être analysé, tout doit être analysé et expérimenté parce que c'est ce que nous devons faire pour accompagner nos compatriotes. La situation est très dure. Vous avez rappelé les prix. Elle est angoissante pour beaucoup de familles et elle impose que nous soyons pleinement mobilisés. Donc, évidemment, tous les efforts sont faits, on ira au bout. Sur les réponses nationales, le Premier ministre y reviendra. J'appelle simplement l'attention collective sur plusieurs éléments.

Le premier, j'entends beaucoup de gens qui nous disent faites ceci, faites cela, bloquez les prix, dépensez plus. Ce sont les mêmes qui, il y a 15 jours, nous disaient vous avez beaucoup trop fait de manière irresponsable ces dernières années, entre 2022 et 2024, ou pendant le Covid, pour nous mettre dans ces situations de finances publiques. Donc, il y a un moment donné, il faut juste être cohérent et honnête avec les Français. Moi, je veux être honnête avec eux. Nous avons énormément protégé les Français, beaucoup plus qu'ailleurs en Europe, face à la crise du Covid, comme face à la crise énergétique que nous avons subie et qui, elle, était aussi importée, qui étaient les conséquences de la guerre russe en Ukraine. Aujourd'hui, on a une responsabilité aussi de finances publiques. Vous avez, à juste titre, largement relayé. Donc, il ne faut pas que les mêmes qui ont déploré les conséquences de mesures naguère viennent nous redemander de faire la même chose.

Ensuite, je veux attirer l'attention collective. La France a parfois été en colère face à des décisions prises par nous ou nos prédécesseurs, qui avaient eu vocation à monter les prix du carburant. J'en ai quelques souvenirs. J'étais au contact des Français, on a pris des mesures. La situation que nous vivons aujourd'hui sur les prix à la pompe, comme sur l'ensemble des prix des hydrocarbures fossiles, n'est pas la conséquence de décisions gouvernementales, elle est la conséquence de la situation géopolitique. Il faut avoir l'honnêteté de le rappeler. Face à ça, avant de dépenser le maximum d'argent, qui est l'argent des Français, et qui se traduira soit en déficit accru, soit en impôts, il faut surtout que nous soyons mobilisés pour essayer d'en traiter les causes. C'est ce que nous faisons. Dans l'ordre que je viens de rappeler, nous mobiliser pour obtenir la paix et la réouverture des voies. C'est ce qu'on veut faire sur Ormuz, y compris en facilitant ce petit accord et en ressortant des volumes. C'est aussi pour ça que ce travail, y compris ce qu'on veut faire pour aider à sécuriser la sortie en mer rouge du pipeline de Yanbou, est très important parce qu'il y a un mois, la situation était moins tendue. Donc on a des voies et moyens diplomatiques de le faire.

Deuxièmement, nous mobiliser pour sécuriser les approvisionnements, comme je l'ai rappelé. C'est très important parce qu'on doit, face à ces situations risquées, la vérité et donc c'est par cette action diplomatique qu'on pourra pleinement sécuriser ces volumes pour nos compatriotes. Et puis c'est la mobilisation européenne pour agir ensemble et faire baisser ces prix. Au-delà de ça, une fois qu'on a activé tous ces leviers, une fois qu'on a été au maximum, il y aura en effet des mesures d'accompagnement et il y en a déjà. Donc ces mesures d'accompagnement, ce sera le fruit du travail du gouvernement, soit pour des secteurs qui sont très dépendants, qui ne peuvent pas faire autrement, et qui, à court terme, ne peuvent pas subir, malgré tous nos efforts, toute notre action, l'évolution de ces prix, soit auprès de nos compatriotes. On connaît les mesures, elles sont en cours, ce qu'on appelle la mesure gros rouleur, qui touche environ 3 millions de nos compatriotes. Donc tout ça fera l'objet d'une analyse et d'une action. Nous agirons sur l'ensemble de ces leviers. Mais on agira en étant lucides. Cette flambée des prix n'est pas la conséquence de décisions gouvernementales ou de mesures nationales, mais de la situation géopolitique. Nous avons des contraintes de finances publiques et nous sommes mobilisés pour être aux côtés des Français.

Journaliste
Plusieurs candidats ont évoqué une situation sociale explosive en France. Vous-même, vous avez souligné la gravité de la situation. Les appels plus ou moins formels à la mobilisation se multiplient et on voit que les réponses gouvernementales sont forcément limitées aussi par la situation des finances publiques. Quelle est votre analyse de la situation sociale du pays et redoutez-vous des mouvements du type gilet jaune ou d'autres types de mouvements dans les semaines et les mois qui viennent ? Et par ailleurs, permettez-moi, nous sommes en pleine campagne pour une élection présidentielle à laquelle vous ne pouvez pas être candidat. Est-ce que la réunion d'aujourd'hui correspond au rôle que vous vous assignez pendant cette campagne ? Est-ce que vous allez intervenir régulièrement pour dire ce que sont, selon vous, les enjeux et le contexte ? Et pour compléter, est-ce que vous trouvez que la campagne est aujourd'hui à la hauteur de ces enjeux ?

Emmanuel MACRON
Merci. Je pense que la réunion d'aujourd'hui, et merci pour votre question, était importante. J'ai eu l'occasion d'ailleurs ces dernières années de procéder à de telles réunions et d'en organiser en 2024, en 2025, en janvier dernier, ici même, pour rendre compte de la situation, souvent des crises internationales, et de l'impact sur nos vies.

Monsieur le Premier ministre lui-même a eu l'occasion aussi de faire plusieurs réunions sur les risques cyber, les risques d'ingérence avec les forces politiques. Je considère en effet que c'est notre devoir de procéder à ces exercices de transparence, pour que les forces politiques, qui ont un rôle au Parlement par les textes qu'elles vont voter ou les initiatives qu'elles ont à prendre, et évidemment par les candidats qu'elles présentent pour l'élection présidentielle dans quelques mois, doivent avoir la transparence sur ce que notre pays vit, les conséquences des crises internationales, les menaces éventuelles et les conséquences économiques. C'est un exercice de transparence et je l'organiserai autant de fois que j'estimerai que ce sera nécessaire et pertinent pour la qualité du débat démocratique ou pour la bonne conduite et l'intérêt des Français. Je crois que c'est le rôle de garant qui est celui du Président de la République.

Ce rôle de garant n'appelle pas de moi d'être un commentateur de notre vie publique, et donc je ne vais pas vous dire si je pense que ceci ou cela est au niveau. Ce n'est absolument pas ce que doit faire le président. Je suis à la fois le garant, j'oriente, j'accompagne les travaux que le gouvernement conduit chaque jour, et Monsieur le Premier ministre, sur tous ces sujets, et puis j'agis dans la compétence qui est la mienne au niveau européen et international, pour protéger les Français et nous aider à faire face à cette situation. Je dirais que je me tiendrai à ce rôle et qu'il est déjà bien rempli.

Sur la crise sociale, d'abord, je veux ici redire que nos compatriotes vivent dans leur chair les conséquences de cette situation. D'une part, les conséquences d'une guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine, qui crée ces tensions multiples, et d'autre part, les conséquences de la guerre lancée par d'autres en Iran. Nous sommes actifs, diplomatiquement, et très actifs, depuis plusieurs années, pour essayer de les résoudre, et nous continuerons de le faire. Mais je suis solidaire à l'égard de nos compatriotes, mobilisés, mais je les appelle aussi à rester unis, et nous devons tous rester unis, parce que dans cette situation, la division nous rendra moins forts pour affronter ces crises. Les mobilisations sociales sont toujours légitimes, mais elles sont efficaces lorsqu'elles ont un débouché qui est à la main du gouvernement. Lorsqu'elles protestent contre les conséquences de phénomènes qui ne sont pas le résultat d'actions gouvernementales, elles disent une souffrance, mais elles produisent moins une solution. Donc restons unis, concentrés. Vous avez un gouvernement qui est à la tâche, conscient de ce que vit le pays, qui prendra les meilleures décisions possibles avec les contraintes qui sont les nôtres. Je crois qu'il y a des forces politiques qui ont compris cela, et j'espère toutes, et il y aura ensuite le débat parlementaire qui se doit. Je pense qu'on a aujourd'hui besoin de rester très unis et d'avoir conscience que la situation que nous vivons, elle est la conséquence des crises internationales.

Journaliste
Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, met en garde hier contre des frappes hybrides russes qui pourraient viser des pays qui soutiennent Kiev. Il parle de frappes de drones notamment. Est-ce que vous partagez cette crainte-là ? Est-ce que vous avez des informations en ce sens ? Et surtout, quelle serait la réponse des Européens si cela venait à être le cas ?

Emmanuel MACRON
Merci beaucoup. Les propos du Premier ministre Donald Tusk sont solides, documentés, et c'est un Premier ministre qui a toujours été responsable, et je crois qu'il tire les conséquences légitimes de ce qui s'est passé ces dernières semaines et que je rappelais. Ce qui s'est passé en Allemagne à Leipzig, ne le sous-estimez pas, a échoué parce que le dispositif prévu par le GRU n'a pas fonctionné. Mais les conséquences auraient été tragiques avec des pertes humaines, des conséquences matérielles massives. Donc ça veut dire que l'intention des services secrets militaires russes était celle-là. Si ce qui se passe à Leipzig peut se passer dans toute autre ville européenne, les intrusions de drones dans l'espace aérien de plusieurs pays, d'ailleurs avec une réelle profondeur dans l'action russe, nous montrent que nul n'est à l'abri.

Donc face à cela, on agit. On agit à travers la mobilisation que nous avons décidée, mobilisation de nos préfets de zone, mobilisation de l'ensemble du dispositif français pour mieux protéger nos emprises les plus stratégiques et notre base industrielle et technologique de défense, et posture collective de grande vigilance. Nous sommes dans un moment de vigilance. Nos amis suédois ont appelé ça la défense totale pour appeler aussi leur peuple à la vigilance. C'est très cohérent avec ce que nous avons bâti tous ensemble et la stratégie nationale de résilience qui a été présentée par le SGDSN il y a plusieurs mois. C'est aujourd'hui une réalité et donc nous devons tous être vigilants, en action, conscients que de telles manœuvres et de telles attaques sont possibles dans nos villes et nos capitales et sur les emprises les plus sensibles, et donc tout faire pour prévoir, planifier, nous protéger et rester extrêmement vigilants. Et c'est en européen que nous allons continuer de le faire.

Ensuite, sur la riposte, le propre de la dissuasion, c'est de ne pas donner de la visibilité sur ce qu'on fera, mais ça ne restera pas sans réponse. Je pense que ce serait une erreur de la part de la Russie de continuer d'agir à l'égard des Européens de cette manière. La volonté qu'il y a derrière, c'est de nous intimider et c'est de casser l'effort de soutien aux Ukrainiens. La conséquence sera le contraire. Nous ne sommes pas intimidés parce que nous savons que se joue en Ukraine notre sécurité d'aujourd'hui et de demain. Et tous ceux qui pensaient que la Russie était prête à trouver des compromis faciles et de court terme, savent très clairement ce que c'est que d'avoir une puissance désinhibée à nos frontières. Donc si on veut une paix et une sécurité durable, il faut faire ce qu'on est en train de faire en Ukraine, continuer nos efforts de défense et de sécurité comme nous l'avons fait avec nos lois de programmation militaire successives, et accroître notre résilience nationale, y compris civile, sur nos emprises. Je vais prendre une dernière question.

Journaliste
Lorsqu'on vous écoute, il y a un grand sentiment d'impuissance, notamment pour le quotidien des Français. Est-ce que vous diriez quand même qu'il y a de l'espoir, en quelque sorte, pour tous nos compatriotes ? Et puis vous évoquiez un instant cette guerre menée par la Russie. Est-ce qu'il y a eu jusqu'ici des menaces très concrètes sur notre territoire français ? Et comment envisagez-vous d'éventuelles futures discussions avec Vladimir Poutine, par exemple ?

Emmanuel MACRON
Les contacts avec la Russie ont toujours été maintenus au niveau des services. Tout ce qui s'est passé et les attaques hybrides des dernières semaines n'ont jamais donné lieu à des messages de prévention ou d'alerte. Donc, ce que je veux dire par là, c'est que nous avons subi des attaques informationnelles, nous avons subi des attaques cyber, elles ont été documentées, attribuées et nous savons, là aussi, elles ont été attribuées, qu'il y a eu plusieurs attaques très claires, physiques, dans l'espace européen. Le jour où on sera attaqué physiquement, on ne nous préviendra pas. Je préfère vous le dire, ça ne marchera pas comme ça. Il n'y a pas eu de message d'alerte pour dire qu'ils allaient attaquer à Leipzig. Donc, c'est pour ça qu'il faut de la vigilance. Mais oui, nous avons déjà été l'objet d'attaques hybrides, je vous en ai déjà rendu compte, plusieurs d'entre elles ont été attribuées et oui, ce risque, il existe, il est réel. Et la menace a été rehaussée. Donc, face à ça, on agit.

Pour ce qui est des prix, nous sommes mobilisés et nous agissons. Vraiment, c'est l'inverse qu'il faut comprendre de ce que j'ai dit. On agit, ces derniers mois, par les actions diplomatiques qu'on conduit pour pouvoir rouvrir. Nous ne sommes pas des parties prenantes à ce conflit. Ce n'est pas une action française ou européenne qui a conduit à fermer Ormuz. Donc, à cet égard-là, on n'est pas au premier rang d'une action possible. On ne va pas arrêter un conflit qu'on a mené, nous ne sommes pas ceux qui ont attaqué. Mais nous, on agit en proposant des solutions de déminage ou d'escorte, premier point. On agit en multipliant les approvisionnements et les accords de sécurisation et ça, c'est très important, parce qu'il y a des pays, cet été, l'été dernier qui ont manqué de jet fuel et qui ont dû réguler leur trafic aérien. Nous, nous arrivons à les sécuriser et donc cette action, elle est très importante pour que, justement, tout au long de l'hiver, on ait une sécurité d'approvisionnement. Cette sécurité d'approvisionnement ne se fera pas toute seule sur les produits les plus sensibles. Donc là, on agit.

Ensuite, on agit en européen pour pouvoir produire plus, sécuriser davantage et trouver les flexibilités. Ça, c'est de l'action avec, là aussi, un impact qui aura sur les prix. Et ce qu'on est en train de faire, à la fois à Ormuz et aux côtés de nos partenaires saoudiens, sur Yanbou, pour aider à ce que ça rouvre, ça a un impact. Parce que, comme je le disais, la guerre a commencé fin février dernier, il y a eu tout de suite un impact sur les prix. Mais on a réussi, quand le trafic avait repris ou qu'on avait trouvé des voies de contournement, à ce que les prix soient plus bas qu'aujourd'hui. Donc c'est ces efforts-là qui ne sont pas le règlement complet de la guerre, mais l'accompagnement de ces efforts qui vont nous permettre de faire rebaisser les prix à la pompe. Donc ce qui est important de comprendre, c'est que nous sommes mobilisés, on aura des résultats sur la sécurité d'approvisionnement, comme les prix dans les semaines et les mois qui viennent, mais on n'a pas la totalité du problème en main, parce que ce n'est pas nous qui détenons la clé d'Ormuz. Mais là-dessus, on agit. La France et l'Europe sont à la manœuvre et nous pouvons faire des choses, et nous en avons fait ces dernières semaines. Parce qu'aussi, on est plutôt des vecteurs de paix et qu'on a des partenaires qu'on a beaucoup engagés ces dernières années, qui sont aussi nos fournisseurs.

Et comment on peut sécuriser les approvisionnements ? C'est parce qu'on a été aux côtés de l'Irak dès qu'il est sortie de la guerre, en étant les premiers à faire la conférence de Bagdad. C'est parce que nous, on a mis des systèmes et qu'on a défendu les Émirats et le Qatar quand ils ont été attaqués il y a quelques mois. C'est parce qu'on avait ici l'Arabie saoudite et qu'on est aussi des partenaires. C'est grâce à ça qu'on sécurise nos approvisionnements. Donc ça, c'est notre action internationale et européenne.

Et puis le gouvernement, il agit aujourd'hui aussi pour accompagner les filières et les ménages, et il continuera de le faire dans les semaines et les mois qui viennent, mais en analysant la situation. Mais il ne faut pas que le débat public vienne tout de suite se concentrer en quelque sorte comme si la flambée des prix n'était que le résultat de décisions intérieures nationales. Ce n'est pas vrai. Si on fait ça, on fera des erreurs extrêmement importantes et on va dépenser énormément d'argent public que nous n'avons pas pour régler une situation que nous subissons et que nous importons. Donc vous voyez bien que ce n'est pas la meilleure réponse. Donc, face à cette émotion, face à la colère, face parfois au désespoir qu'ont certaines familles et que je ressens avec eux parce que cette situation est intenable, je veux leur dire qu'on agit et qu'on peut avoir des résultats. Mais on agit avec méthode, en analysant la situation et en le faisant de la manière la plus efficace possible.

Voilà. Je vous remercie beaucoup, Mesdames et Messieurs. J'aurai l'occasion, comme je l'ai dit, de revenir auprès de vous à l'issue des initiatives des prochains jours, sans doute en deuxième partie de semaine prochaine. Merci beaucoup. Merci à toutes et tous.